

Initiatives ministérielles

finalement de temporiser et de bluffer, je préconisais déjà fortement les frappes aériennes tactiques contre les Serbes de Bosnie dans le but de protéger ce que l'on a appelé les zones de sécurité. La minuscule force de maintien de la paix insuffisamment armée était incapable d'intervenir sérieusement, mais l'utilisation d'une puissance aérienne supérieure était faisable. Quoi qu'il en soit, les frappes aériennes ont donné des résultats, mais il était déjà trop tard pour des milliers de civils.

Maintenant que les hostilités sont plus ou moins terminées et que la plupart des belligérants, épuisés, sont prêts à signer un accord de paix le 14 décembre, je crois qu'il serait utile de déployer des forces terrestres nombreuses et bien équipées pour rappeler aux trois parties que la guerre est finie. Les deux divisions proposées par l'OTAN devraient suffire, quoique rien ne le garantisse.

Je crois que le Canada doit jouer un rôle, mais lequel? Nous faisons face à un dilemme moral et matériel. Nous ne devons plus jamais envoyer de troupes mal équipées dans une zone de conflit. Nos soldats de la paix ont magnifiquement fait les choses en Bosnie malgré des approvisionnements et du matériel limités et parfois désuets. Toutefois, en raison des règles d'engagement plus rigoureuses proposées pour les forces de l'OTAN, les soldats canadiens pourraient devenir de la chair à canon, et il ne s'agit pas là d'une crainte injustifiée. Mis à part le fait que le Canada n'est pas en mesure d'équiper rapidement et adéquatement d'importantes forces de combat, rien n'indique que notre pays jouera un rôle important dans le processus décisionnel militaire et politique, sauf sa participation à la définition des règles d'engagement.

Ni le ministre de la Défense nationale ni le ministre des Affaires étrangères ne peuvent donner l'assurance aux Canadiens que, dans le cas où la mission tournerait mal, nos soldats ne seront pas soumis à des risques injustifiés à cause des décisions prises par d'autres pays. Le Canada n'est plus un intervenant de première importance au sein de l'OTAN et il a peu de chances d'y être traité comme tel. À cause de la détérioration de notre économie et de notre faiblesse militaire, nous ne pouvons pas nous attendre à être pris très au sérieux, en dépit de notre contribution aux missions antérieures de l'ONU.

L'OTAN a indiqué que cette mission serait une opération rapide et sale. Elle n'est censée durer que 12 mois. Cela paraît rassurant, mais quelles mesures précises sont prévues dans l'éventualité où, à l'expiration du délai magique, les troupes seraient engagées activement contre un ou plusieurs belligérants? Si le ministre de la Défense nationale ou le ministre des Affaires étrangères en ont la moindre idée, ils se gardent bien de le dire. La guerre ne peut être assujettie à un calendrier. Même si le MDN pouvait rassembler maintenant une force bien équipée et militairement importante, nous n'aurions pas les ressources pour la maintenir pendant une période prolongée et indéfinie.

• (1805)

Bref, la participation du Canada à quoi que ce soit que le Cabinet propose de faire pourrait sauver des vies et contribuer à maintenir la stabilité politique dans le monde. Toutefois, vu les

compressions faites par ce gouvernement et les gouvernements précédents au sein de nos forces armées et vu la lourdeur de la bureaucratie militaire et la surexploitation de nos troupes de combat, nous n'avons tout simplement pas la capacité de faire un effort efficace. Les hauts-gradés sont en trop grand nombre et les simples soldats en trop petit nombre. Nos innombrables généraux et colonels ne peuvent pas lancer leurs bureaux contre les Serbes.

Nous ne pouvons pas continuer de venir en aide au monde entier. C'est faux de le prétendre, c'est induire les gens en erreur. Si j'ai un avis à donner au gouvernement, c'est de se fonder sur son livre blanc de 1994. N'intervenons pas dans ce cas-ci. Restons dans la limite de nos moyens. Ne commençons pas une chose que nous ne pouvons finir.

M. Andrew Telegdi (Waterloo, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi d'abord de dire que je crois que nous devons participer à l'effort de maintien de la paix. Comme le député le mentionnait, la stabilité politique est très importante. Malgré les réticences exprimées par le député, si le Canada n'y participait pas, comme on reconnaît que c'est un architecte du maintien de la paix, beaucoup d'autres pays choisiraient de ne pas y participer.

Le député a mentionné que nous n'avions pas les ressources nécessaires pour faire un effort valable. Je me demande si lui ou son parti pourraient faire des suggestions quant au nombre de soldats que nous devrions envoyer et au type de matériel qu'on devrait leur offrir, plutôt que de miner les efforts du gouvernement qui essaie de jouer un rôle très utile, un rôle que nous nous sommes donné.

M. Morrison: Madame la Présidente, comme je le disais, il semble que le gouvernement veut donner un semblant de respectabilité à des décisions qu'il a déjà prises.

Le député a demandé combien de soldats nous devrions envoyer et comment nous devrions les équiper. Je préférerais qu'il nous dise combien le gouvernement a décidé d'en envoyer et comment il espère les équiper, parce qu'il ne possède tout simplement pas le matériel nécessaire. Nous n'avions pas le matériel nécessaire pour nos pauvres petites forces de maintien de la paix dotées d'une artillerie légère et de véhicules de transport désuets. Comment pourrions-nous donc parvenir à équiper une véritable force de combat?

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, si je ne savais pas vraiment à quoi m'en tenir ce matin, la situation me semble encore plus confuse maintenant.

Un député réformiste a déclaré plus tôt qu'il était en faveur des frappes aériennes. Lorsque nos gardiens de la paix étaient dans la région l'année dernière, le premier ministre a dû faire cesser les raids parce que nous avions des troupes sur le terrain. Les États-Unis n'en avaient pas, alors ils favorisaient les frappes aériennes. Le député affirme que nous ne voulons pas que nos soldats soient blessés, que nous ne voulons pas les ramener dans des sacs. Je ne sais plus quoi penser. Ils disent qu'il faut envoyer des avions pour bombarder ces gens. Pourraient-ils expliquer plus clairement leur position?